

NOUVELLES QUESTIONS FÉMINISTES
VOL. 17, N° 4

Volume 17, number 4, 1996

NOVEMBER

EDITORIAL

MUMMIES AND MOMMIES:
FOUCAULT'S MISOGYNY AND MOMMY POLITICS

	Editorial	1
<i>Myra Marx Ferree</i>	The Rise and Fall of "Mommy Politics": Feminism and Unification in East Germany	9
<i>Josée Néron</i>	Foucault, the History of Sexuality and the Obscuring of Women's Oppression	45
<i>Documents</i>	Indian Women in the Chiapas and International Feminists, Summer 1996	97
Critical reviews		
Jules Falquet	Le travail domestique de santé	107
	<i>by Geneviève Cresson</i>	
Christine Delphy	Histoire de la contraception	111
	<i>by Angus McLaren</i>	

"Nique ta mère": voilà ce que veulent dire les initiales du groupe NTM, sous les feux de la rampe depuis qu'il est attaqué par le Front national. C'est à juste titre que la presse s'indigne de ces attaques contre la liberté d'expression, qui frappent directement les "jeunes des banlieues" et indirectement les immigrés. Cependant elle se garde bien d'épeler le sigle, et quand elle le fait c'est pour minimiser le sens de cette expression. Ainsi apprend-on que "en bon français", nique ta mère veut dire: "va te faire voir ailleurs". Ce procédé d'édulcoration montre bien l'embarras de la presse, mais il a ses limites. En effet, "nique ta mère" est du français. Est-il bon, est-il mauvais, là n'est pas la question. La question, c'est qu'il est compris par tout le monde. Pourquoi *Télérama* et *le Monde* essaient-ils de faire croire qu'il faut "traduire" cette expression? Comme si elle était d'une langue étrangère? "Nique ta mère" n'est ni du finnois ni du bantou. Pourquoi prétendent-ils qu'elle "veut dire" autre chose que ce qu'elle dit? Ces musiciens maîtrisent assez bien la langue: s'ils avaient voulu dire "va te faire voir ailleurs", ils auraient appelé leur groupe "va te faire voir ailleurs".

Ces journaux, qui se gaussent à longueur de colonnes du "politiquement correct", sans avoir la moindre idée de ce que c'est, hormis les explications que Sollers, Philippe, a bien voulu leur fournir, pratiquent un type familier et international de pensée de bois: les victimes, ici du racisme et de Le Pen, ne sont coupables de rien. Ce sophisme sévit toujours: les ouvriers, victimes du capitalisme, ne peuvent pas exploiter leurs femmes, la famille Noire n'est pas patriarcale, le gouvernement algérien est forcément féministe, puisque les intégristes sont anti-féministes, etc...

Il semble tout aussi difficile, à l'aube du 21^{ème} siècle, qu'il y a trente ans, de dire que les mêmes peuvent avoir raison sur un point et tort sur un autre; plus encore, qu'une révolte qui prend les femmes pour première cible est mal engagée, sans parler du fait qu'elle est condamnable.

Mais si les médias occidentaux n'y voient goutte, c'est parce que, comme le souligne M.V. Louis dans une tribune qu'il n'a certainement pas été facile d'obtenir ("NTM, injure sexiste", *Libération*, 9 décembre 1996), la violence contre les femmes est banale, et n'est même pas perçue en tant que telle.

Ce sera d'ailleurs le thème de deux numéros spéciaux de la revue en 1997: nous y publierons, entre autres, une partie des très nombreuses communications du plus grand colloque sur la violence contre les femmes qui ait jamais eu lieu, "Overcoming Violence Against Women," qui s'est tenu à Brighton en novembre dernier, un colloque extraordinaire à beaucoup d'égards.

Il est remarquable qu'à propos de NTM, l'Etat français, qui s'est engagé à combattre la violence contre les femmes, en ratifiant la Convention pour l'élimination de toutes les discriminations contre les femmes en 1983 et la Plate-forme de Pékin en 1995, ait maintenu un silence assourdissant. Mais est-ce si remarquable? C'est de l'Etat lui-même, et de son instance la plus représentative, la plus symbolique, l'Assemblée Nationale, que vient la banalisation du viol:

"Le 20 novembre, la députée RPR Suzanne Sauvaigo interpellait le Ministre de l'intérieur à propos du viol perpétré à cinq reprises sur une policière dans le RER quand Laurent Cathala, député socialiste de Créteil, a lancé: 'Ce n'est pas à vous que ça arriverait...' Rires, suivis de cris d'indignation..." (Extrait de *Parité-Infos*, n°16). Ce récit, pour résumé qu'il soit, en dit long sur notre société, sur nos représentants. Car ce M. Cathala, député de Créteil, a des "administrées". On imagine comment il s'occupe de leurs intérêts; on voit comme il est sensible aux problèmes qu'elles lui soumettent, du sexisme à l'école, du danger dans les parkings et aux arrêts d'autobus; on se le représente très bien demandant à la police comment elle applique les directives sur le traitement de la violence domestique; on

l'imagine juré aux assises dans un procès pour viol... et on frémit. Mais il n'est pas le seul. D'autres représentants du peuple ont ri. De quoi exactement? C'est là que les hommes doivent nous aider, et là que leur intervention dans les débats féministes deviendrait irremplaçable: pour comprendre ce que les hommes trouvent drôle, et qui nous échappe. Quant à ceux qui n'ont pas ri, ils ont quand même protégé, non pas la policière ou la députée, mais l'offenseur, en refusant que son interjection soit consignée dans le compte-rendu: aucune trace au Journal officiel.

En revanche, le harcèlement physique et les injures dont Nicole Notat a été victime le Jeudi 17 octobre dans une manifestation syndicale unitaire ont été largement commentés dans la presse. Même *Libération*, peu suspect de féminisme, parle de "haine machiste" (19 et 20 octobre 1996). Mis en cause, Marc Blondel (secrétaire général du syndicat Force Ouvrière) nie toute participation de son syndicat, puis attribue les raisons de ces injures ... à la politique poursuivie par Notat. Même son de cloche chez le parti des travailleurs (trotskiste), ou à la CGT. Ce qui signifie, en clair, "en bon français", qu'ils désavouent le sexisme, mais seulement jusqu'à un certain point — jusqu'au moment où la femme agressée franchit une ligne. Après, tout est permis — puisqu'elle ne portait pas de tchador, puisqu'elle a une ligne politique qui nous déplaît, puisque... Puisqu'elle n'a pas le droit, comme les hommes, d'avoir une ligne politique (ou la tête nue, ou un bikini, ou... etc...), et d'être respectée. C'est cela le sexisme. Toute excuse au sexisme est du sexisme. Or dans ce pays, les syndicats excusent, pour faute de "provocation politique grave", le sexisme de leurs adhérents, qui eux-mêmes, loin de renier les comportements français les plus odieux, comme la tonte des femmes à la libération de la deuxième guerre mondiale, les revendiquent ("Il faudrait la tondre"). Les députés rient du viol.

L'Etat intervient partout, et pas le moins par ses multiples administrations, chargées d'enregistrer les raisons sociales des groupes et leurs titres. On a laissé passer un titre tel que "Nique ta mère...". Mais il faut dire que *et* la Préfecture de Paris *et* l'Institut de la propriété industrielle et commerciale avaient laissé passer l'enregistrement comme association et comme marque de "Mouvement de libération des femmes" par le groupe Psych et Po. Ce laxisme n'est pas, si l'on peut dire, tombé dans l'oreille d'un sourd. Ainsi certains

membres masculins cette fois de l'organisation de la "Lesbian and gay pride" de Paris (1996) ont refait le même coup et déposé à la fois une association et une société financière portant ce nom; tant qu'à faire ils ont aussi déposé comme propriété privée — d'eux-mêmes — le terme "Europride". Voilà une grande manifestation prévue en 1997, qui est désormais victime de la même appropriation à des fins commerciales que le mouvement de libération des femmes ("Les mots interdits", *Lesbia*, décembre 1996, p. 21). Qui a dit que les Français n'avaient pas la bosse du commerce?

La question que pose "Nique ta mère" et plus généralement les révoltes de jeunes hommes opprimés par d'autres hommes, pour qui l'urgence, c'est de ramener les femmes sous leur coupe, c'est finalement une vieille question marxiste: pourquoi s'en prennent-ils à plus opprimées qu'eux-mêmes, et non à leurs oppresseurs? Pourquoi la classe ouvrière française s'en prend-elle d'ailleurs à eux, les "jeunes des banlieues" (Le Pen a beaucoup de votes ouvriers) et non aux capitalistes (oui les capitalistes existent toujours, ils sont même plus riches et plus puissants que jamais)?

Maintenant, même "à gauche", on n'ose plus dire que les gens peuvent se tromper d'ennemi, faire une mauvaise analyse de leur situation. Mais en dépit de la démagogie ambiante, il n'empêche que toutes les luttes posent la même question: est-ce que les membres d'une classe opprimée ont toujours une perception juste de leurs intérêts? Ou encore: doit-on penser que la définition des intérêts d'une classe est uniquement subjective, qu'il n'existe pas d'intérêts objectifs?

Si on s'accorde qu'il existe un consensus inter-subjectif sur le caractère néfaste de la situation présente (que ce soit des femmes ou des prolétaires), les valeurs sur lesquelles repose ce jugement constituent une "objectivité"; et ces mêmes valeurs permettent d'évaluer les solutions proposées, fournissent un critère pour savoir quelles sont les meilleures ou moins bonnes analyses et les meilleures ou moins bonnes stratégies. (Cette définition de l'objectivité des intérêts permet de ne pas recourir à des notions essentialistes pour caractériser l'action des opprimés, qui n'a plus alors besoin d'être l'accomplissement d'un "être authentique", prolétaire ou féminin, toujours-déjà-là et ne faisant qu'accomplir son "essence"¹.)

C'est cette question, entre autres, que pose l'article de Myra Marx Ferree, "Grandeur et décadence de la "politique des mamans": féminisme et unification en Allemagne de l'Est". Quelle est la meilleure sortie de leur situation économique pour les femmes en Occident? Cette situation est très semblable d'un pays à l'autre, avec des variantes: c'est celle de la "double-journée, demi-salaire", de la combinaison d'un travail rémunéré, mal, avec la totalité du travail domestique non-rémunéré.

Mais la question centrale que pose l'article de Ferree, c'est celle du statut de la maternité pour les politiques et pour les féministes, et plus précisément, la question de savoir si la maternité en elle-même peut et doit avoir un statut particulier.

Son étude de l'Allemagne de l'Est est à cet égard l'exposition d'un cas exemplaire. En effet, la RDA avait "donné" aux femmes beaucoup des aménagements que les féministes dans les pays de l'Ouest continuent de demander en vain: des crèches, beaucoup de crèches, et un emploi salarié pour toutes. Est-ce que cela changeait grandement leur situation globale, et même leur situation économique? Certes, mais pas au point de la rendre ni satisfaisante, ni même égale à celle des hommes, qui continuaient de bénéficier des plus hauts salaires et de l'exemption totale du travail domestique. Les Allemandes de l'Est étaient si peu satisfaites qu'au moment de la réunification certaines envisageaient avec faveur le modèle de "femme au foyer" dominant en Allemagne de l'Ouest; maintenant, 6 ans après, et ayant eu l'occasion de goûter aux joies du chômage et de la dépendance, même celles-là ont peut-être changé d'avis.

Mais il est trop tard. Ce que montre aussi cet article remarquable, c'est la naissance — et l'échec — d'un mouvement social extraordinaire en RDA, qui a duré un an. Car ce qu'on ignore ici, c'est que les gens d'Allemagne de l'Est se sont débarrassés eux-mêmes de leur gouvernement, ont fait tomber les institutions totalitaires, ont libéré leur société tout seuls. Pendant un an, la société est-allemande a connu une révolution (presque) tranquille: de nouveaux groupes, dont beaucoup de groupes féministes, se sont créés, à la fois pour se révolter contre un Etat stalinien et le mettre à bas, et pour concocter ensemble une meilleure société. Leur souhait n'était pas,

loin de là, de se fondre dans la RFA. Il était de garder ce qui était positif dans le socialisme réel, en ayant jeté ce qui était négatif, et *d'aller au-delà*. Les féministes en particulier, dénonçaient cette politique "des mamans", ironiquement au moment où de nombreux groupes féministes de l'Ouest ne voyaient de salut que dans des mesures protectrices de la maternité.

Ces groupes avaient l'ardeur et l'imagination, ils n'avaient pas les voix électorales; celles-ci ont tout simplement remis l'Allemagne de l'Est à son riche voisin de l'Ouest: une annexion légale, en somme. Mais leur réflexion peut encore nous servir, car elle est loin d'avoir perdu sa pertinence, bien au contraire.

Nos gouvernements nous font miroiter la fameuse "conciliation" (du travail payé et du travail non payé, euh pardon! de la maternité). Les Allemandes de l'Est *ont eu la conciliation*, pendant plus de vingt ans: nous pouvons voir, en grandeur réelle, ce qui nous attend. Nous ne sommes pas non plus obligées d'attendre: nous pouvons bénéficier de l'analyse qu'elles font de leur expérience. Comme le dit Ferree, une politique qui ne met pas en cause le statut "hors-famille" des hommes, qui ne remet pas en cause leurs privilèges, ne peut pas "libérer" les femmes. Mais est-ce l'analyse de toutes les femmes est-allemandes? Non. Devant la surcharge de travail, beaucoup de femmes ont aspiré à "rentrer chez elles", à ne plus avoir qu'un travail. Beaucoup ont considéré que le responsable de leur double journée, c'était l'Etat qui les "forçait" à travailler au dehors (de la famille) — et non les hommes. Beaucoup aspirent à renforcer et non à diminuer l'équivalence entre femme et mère.

Ces deux analyses sont-elles aussi valables? Ou l'une est-elle plus juste que l'autre, et dans ce cas, qu'est-ce qui pousse certaines à préférer l'autre?

Et de quoi s'agit-il quand des femmes qui se disent féministes, en particulier des universitaires du monde anglo-saxon, considèrent qu'un auteur misogyne est non seulement utilisable par le féminisme, mais doit être LA référence de leurs travaux?

Alertée par cette vogue, Josée Néron examine dans "Foucault, l'histoire de la sexualité et l'occultation de l'oppression des femmes", si la théorie de la sexualité de Foucault est effectivement "rattrapable": si la misogynie y est fortuite, ou secondaire, ou accidentelle, pour tout dire, si on peut utiliser les principes d'analyse de Foucault en dépit de ses conclusions ou opinions, comme on le fait de Marx. Or, Foucault ne se contente pas de montrer le traitement social et discursif, la construction de l'objet "sexualité"; il dit aussi, par ses critiques autant que par des propos positifs, quelle sexualité il estime souhaitable. Et il ne veut pas, ou ne *peut* pas, se défaire d'une vision où la passivité des femmes est justement "naturelle", où l'activité est consubstantielle à la mâtitude; et où tout ce qui est "sexuel" est intrinsèquement "bon" — une vision qui reprend ce qu'il dénonce par ailleurs: l'érection de la sexualité en un domaine "à part" de l'activité humaine.

Surtout, Néron démontre que Foucault, qui prétend parler de la place des dominés, ne fait pas que retenir "les faits vainqueurs": s'il les retient, c'est parce que dans ce domaine, il adopte le point de vue des dominants. Le postulat de l'infériorité "naturelle" des femmes est à la base de sa construction théorique.

Par ailleurs, Néron souligne la méthodologie douteuse de Foucault, et son utilisation tantôt approximative tantôt abusive des auteurs grecs tel Xénophon. C'est une critique décisive, dans la mesure où Foucault appuie fortement ses interprétations sur l'utilisation d'un corpus de textes censés être représentatifs des époques qu'il évoque. L'argumentation serrée et l'érudition de Néron devraient aider toutes/s les auteur-e-s, et les féministes en particulier, à aborder les écrits de Foucault avec plus de réserves et surtout de sens critique.

Christine Delphy

NOTES

1. Voir, sur les prémisses naturalistes de la notion d'aliénation, Michel Kail "La lutte des classes n'est plus ce qu'elle était", *L'Homme et la Société* n° 3-4, 1996.